



malteries
FRANCO-BELGES

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 31/12/2019**

EXERCICE 30 JUIN 2020



MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €

Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE

552 121 816 RCS TROYES

Rapport financier semestriel 2019/2020

Incluant :

- Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- Rapport semestriel d'activité
- Comptes consolidés semestriels
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Christophe FIGUEROA
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2019

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice en cours, favorisée par une progression des rendements, ressort en hausse de 7,5 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2018/2019, dont la production avait été impactée par les travaux de la malterie de Pithiviers qui avaient entraîné plusieurs arrêts du site.

En revanche, les livraisons, en recul en France, Afrique et Amérique Centrale, ressortent en baisse de 1,1% ; baisse en partie liée aux difficultés logistiques consécutives aux grèves de fin d'année (circulation des trains, grève des dockers).

Au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/2020, MFB enregistre un chiffre d'affaires social de 45,7 M€ contre 41,8 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'année précédente. Son résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 2,5 M€ contre 2 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2018/2019. Le résultat net social, tenant compte de dividendes reçus à hauteur de 21,5 M€, est bénéficiaire de 22,8 M€, contre 1 M€ au 31/12/2018.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB est inchangé et comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Il est fait observer que le Groupe MFB a appliqué à compter du 1er Juillet 2019 la norme IFRS 16 – « Contrats de location », dont le détail est présenté en annexe aux comptes consolidés et qu'il a fait évoluer la présentation de son compte de résultat en adoptant une présentation du résultat opérationnel courant par destination au 31 décembre 2019.

Les ventes consolidées du Groupe MFB s'établissent, pour ce semestre, à 45,2 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, ressort bénéficiaire de 9,4 M€ contre un résultat de 8 M€ au 31/12/2018.

Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

Ci-après, par zone, les activités des différentes filiales et leur contribution aux résultats consolidés du Groupe MFB.

EN EUROPE CENTRALE

République Tchèque

La production de la société SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR accuse un léger recul de 0,8% par rapport au même semestre de l'exercice précédent, consécutive à des rendements en baisse en raison de la qualité des orges. Les livraisons affichent une diminution de 12,8 % comparées au 1^{er} semestre 2018/2019, ce dernier ayant bénéficié d'une hausse importante ; A noter pour cette filiale, un retour à un niveau d'expéditions plus proche de son activité habituelle.

La contribution aux ventes consolidées de SSCR dans le Groupe CIM s'élève, pour ce semestre, à 61,5 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, ressort à 6,1 M€ contre une contribution de 5,9 M€ au 31/12/2018.

Pologne

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA est en légère baisse (-0,7 %) par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. En revanche, l'activité commerciale enregistre une progression de 11,3%, sur le marché domestique.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 23,1 M€ et sa contribution au résultat consolidé ressort bénéficiaire de 2,5 M€ contre 2,1 M€ au 31/12/2018.

Roumanie

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA progresse de 1,6 % par rapport à l'année précédente ; en revanche, les volumes vendus affichent une baisse de 1,8 % sur les brasseries indépendantes.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 25 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 2,5 M€ contre 0,9 M€ par rapport au 31/12/2018.

Serbie

La production de SLADARA SOUFFLET SERBIA affiche un recul, sur ce 1^{er} semestre, de 8,5 % en raison d'un manque d'orge locale en fin de campagne précédente et ses livraisons demeurent stables.

La contribution de MALTINEX aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 12,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,2 M€ contre 1,3 M€ au 31/12/2018.

Bulgarie

MALTERIE SOUFFLET BULGARIE enregistre une légère progression de sa production (+0,8 %) ; en revanche, les livraisons sont en recul de 17%, notamment en fin d'année avec des reports importants de volumes sur le début d'année 2020.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,3 M€ contre une contribution de 0,4 M€ au 31/12/2018.

DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS

Ukraine

La production de SLAVUTA MALT HOUSE affiche une baisse de 9 %, en corrélation avec la baisse des volumes (-25%) par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2018/2019 ; le segment des brasseries indépendantes étant le plus affecté.

La contribution de cette société aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève à 27,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort déficitaire de 0,1 M€ contre une contribution bénéficiaire de 0,3 M€ l'année précédente.

Russie

La production et l'activité commerciale de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP accusent, sur ce semestre, une baisse, respectivement de 1 % et de 30,8 % après une année profitable en raison essentiellement des événements liés à la coupe du monde de football. A noter que l'unité de torréfaction est désormais en service ; l'utilisation et les résultats dégagés par ce nouvel outil sont conformes aux prévisions.

La contribution de MSSP aux ventes consolidées dans le Groupe CIM ressort à 18,9 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,3 M€ contre 1,5 M€ au 31/12/2018.

Kazakhstan

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK progresse de 4 % sur le semestre et ses ventes de 17,3% avec un développement des ventes tant sur le marché domestique qu'à l'export dans les pays voisins.

Les contributions de cette société ressortent au 31/12/2019, respectivement à 12,8 M€ (pour les ventes consolidées) et à 2 M€ contre 1 M€ au 31/12/2018 (pour le résultat net consolidé).

Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Les ventes consolidées du Groupe CIM ressortent, au 31/12/2019 à 186,4 M€. Le résultat opérationnel est bénéficiaire de 22,7 M€ et le résultat net ressort également bénéficiaire de 15,9 M€ contre un résultat bénéficiaire de 13,7 M€ au 31/12/2018.

III - PERSPECTIVES

Avant la pandémie de Coronavirus et des mesures prises pour endiguer sa propagation, les perspectives pour le 2nd semestre de l'exercice étaient les suivantes :

- en France, la production devait être maintenue au même niveau que celle du 1^{er} semestre ;
- en Europe Centrale, il était anticipé une baisse de 2,5 % environ des expéditions par rapport à l'année précédente, qui avait enregistré de belles performances ; avec pour corollaire une hausse des stocks de malt, dont le niveau était inférieur de 35% à la moyenne au 31/12/2018 ; et
- dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants, un repli de l'activité commerciale des filiales ukrainienne et russe était attendu compensé, en partie, par l'activité de la filiale kazakh.

Ces prévisions se trouvent aujourd'hui bouleversées par la crise sanitaire dramatique liée à cette pandémie de Coronavirus.

Ainsi, l'activité de la malterie de Litovel en République Tchèque, d'une capacité de 10.000 tonnes, a été interrompue à compter du lundi 16 mars 2020, en raison de la mise en quarantaine de la ville, consécutive à la pandémie.

Par ailleurs, une baisse de la production des différentes malteries du Groupe MFB est attendue dans les prochaines semaines, en raison de la baisse probable de la consommation de bière.

Le Groupe MFB devra, par conséquent, s'adapter à cette situation ; les conséquences sur le résultat de l'exercice ne sont à ce jour pas quantifiables.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Les événements postérieurs au 1^{er} semestre sont relatés dans le paragraphe précédent, ainsi que dans l'annexe aux comptes consolidés et sont liés à la pandémie du Coronavirus, déclarée sur ce semestre.

Comme précisé et détaillé ci-dessus, la Société ne peut aujourd'hui appréhender précisément les conséquences économiques et sociales induites par cette pandémie et n'est pas en mesure à date de quantifier les répercussions de la pandémie du Coronavirus sur son activité à la clôture du présent exercice.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2019



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31/12/2019

(en K€uros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	41	69	52
Immobilisations corporelles	6	43 174	40 158	43 961
Droits d'utilisation des actifs loués	5	100		
Participation dans les entreprises associées	7	161 182	164 395	173 892
Actifs financiers non courants	8	606	590	590
Actifs non courants		205 103	205 212	218 495
Stocks et en-cours		16 440	15 279	16 857
Clients et autres débiteurs		6 296	3 389	6 588
Créances d'impôt		933	925	149
Autres actifs courants		2	8	16
Comptes courants - Actifs	9	10 019	6	7
Instruments de trésorerie - Actif		11	23	8
Trésorerie	9	101	3	28
Actifs courants		33 803	19 633	23 653
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés				
TOTAL DE L'ACTIF		238 906	224 845	242 148
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		202 739	185 084	196 039
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(14 409)	(16 815)	(15 534)
Capitaux propres (Part du groupe)		219 831	199 770	212 006
Capitaux propres		219 831	199 770	212 006
Emprunts et dettes financières	9			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	10	1 127	971	1 131
Dettes locatives - non courante		69		
Autres provisions non courantes	10	11		13
Impôts différés	11	5 799	5 189	4 443
Autres passifs non courants		0		
Passifs non courants		7 006	6 160	5 587
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	9			
Instruments de trésorerie - Passif	9	16	17	25
Dettes locatives - courante		32		
Comptes courants - Passif	9		4 823	4 642
Provisions (part à -1 an)	10			
Fournisseurs et autres créditeurs		11 986	14 038	19 849
Autres passifs courants		34	37	39
Passifs courants		12 068	18 915	24 555
TOTAL DU PASSIF		19 074	25 075	30 142
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		238 906	224 845	242 148
(1) dont résultat part du Groupe		9 429	8 084	19 192

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2019

(en K€uros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
COMPTE DE RESULTAT				
Ventes	12	45 259	41 626	91 797
Coût des ventes		(32 998)	(28 203)	(62 363)
Coûts logistique & distribution		(434)	(578)	(1 233)
Coût de production		(6 967)	(8 604)	(17 583)
Provisions sur stocks produits finis et en-cours		3	13	(1)
Coûts administratifs et support à la production		(1 717)	(1 761)	(3 856)
Autres charges et produits opérationnels	13	(4)	73	78
Résultat opérationnel courant	15	3 142	2 566	6 839
Autres produits et charges opérationnels non courants	14	53		(46)
Résultat opérationnel		3 195	2 566	6 793
Coût de l'endettement financier		(77)	(98)	(290)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	17	7 618	6 334	14 551
Autres produits financiers		47	86	86
Autres charges financières		13	39	13
Résultat avant impôt		10 795	8 927	21 153
Produit (Charge) d'impôt	16	(1 366)	(843)	(1 961)
Résultat		9 429	8 084	19 192
Part du Groupe		9 429	8 084	19 192
Part des participations ne donnant pas le contrôle				
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		19,0	16,3	38,7
Résultat Net dilué par action en euro		19,0	16,3	38,7

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2019

(en K€uros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019	
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)	
Résultat net		9 429	8 084	19 192	
Écarts de conversion ⁽¹⁾		1 125	(384)	897	
Gains et pertes actuariels		43		(153)	
Impôts différés		(14)		51	
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>1 154</i>	<i>(384)</i>	<i>795</i>	
Résultat global de l'exercice		10 583	7 700	19 987	
		Dont part du groupe	10 583	7 700	19 987
		Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			

- (1) Écarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2019

(en K€uros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 429	8 084	19 192
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(7 618)	(6 334)	(14 551)
Dotation aux amortissements et provisions		1 393	1 381	2 837
Plus et moins values de cession		(50)	7	7
Dividendes nets reçus des entreprises associées		21 454		
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(14)	(50)	(14)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	18			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		24 594	3 088	7 471
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		1 366	843	1 961
Coût de l'endettement financier		77	98	290
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		26 037	4 029	9 722
Variation du BFR	19	(3 857)	(2 280)	(1 387)
Impôts versés		(783)	(703)	(1 791)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		21 397	1 046	6 544
Coût d'acquisition des titres	1			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(4 188)	(5 398)	(7 576)
Variation des actifs financiers		(15)	(2)	(16)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		310	1	1
Cession d'actifs financiers				14
Dividendes reçus				
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(3 893)	(5 399)	(7 577)
Emission d'emprunts				
Remboursement d'emprunts				
Intérêts financiers nets versés		(77)	(98)	(291)
Intérêts encaissés				1
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(2 698)		(2 921)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(2 775)	(98)	(3 211)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		14 729	(4 451)	(4 244)
Trésorerie d'ouverture	9	(4 607)	(363)	(363)
Trésorerie de clôture	9	10 121	(4 814)	(4 607)
Variation de trésorerie		14 728	(4 451)	(4 244)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe				Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres		
Situation au 30 juin 2018	15 123	16 378	179 921	(16 431)	194 991	194 991
<i>Résultat net</i>			19 192		19 192	19 192
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				795	795	795
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			19 192	795	19 987	19 987
Dividendes			(2 921)		(2 921)	(2 921)
Variation de périmètre						
Autres mouvements			(51)		(51)	(51)
Situation au 30 juin 2019	15 123	16 378	196 141	(15 636)	212 006	212 006
<i>Résultat net</i>			9 430		9 430	9 430
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				1 154	1 154	1 154
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			9 430	1 154	10 584	10 584
Dividendes			(2 698)		(2 698)	(2 698)
Autres mouvements			(61)		(61)	(61)
Situation au 31 décembre 2019	15 123	16 378	202 812	(14 482) ⁽¹⁾	219 831	219 831

(1) dont réserve de conversion (15 154) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées.

**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2019



SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	16
NOTE 5 – Droits d'utilisation des actifs loués	16
NOTE 6 – Immobilisations corporelles	17
NOTE 7 – Participations dans les entreprises associées	17
NOTE 8 – Actifs financiers non courants	18
NOTE 9 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	19
NOTE 10 – Provisions	20
NOTE 11 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	20
NOTE 12 – Information sectorielle	21
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels	22
NOTE 14 – Autres produits et charges opérationnels non courants	22
NOTE 15 – Amortissements et dépréciations	23
NOTE 16 – Impôts Sociétés	23
NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	24
NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	24
NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement	26
NOTE 20 – Transactions avec les parties liées	26
NOTE 21 – Dettes garanties par des sûretés réelles	27
NOTE 22 – Montant des engagements financiers	27
NOTE 23 – Gestion des risques	27
NOTE 24 – Effectifs moyens	29
NOTE 25 – Honoraires des commissaires aux comptes	29

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2019 et finissant le 30 juin 2020. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les comptes semestriels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 19 mars 2020.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. Soufflet SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2019.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2020.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2019 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part de MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

31/12/2019

Sociétés	Siège	Pays	Méth. conso	%intérêts
MALTERIES				
Cie Internationale de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	100.00
Société Européenne de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	70.00
Malteries Soufflet Bulgarie	Pleven	Bulgarie	I.G.	100.00
Malterie Soufflet Saint-Petersbourg	Saint-Petersbourg	Russie (Fédération de)	I.G.	70.00
Soufflet Maltings Kazakhstan	Tekeli	Kazakhstan	I.G.	99.29
Slodownia Soufflet Polska	Poznan	Pologne	I.G.	100.00
Sladomy Soufflet CR	Prostejov	République Tchèque	I.G.	100.00
Soufflet Malt Romania	Buzau	Roumanie	I.G.	100.00
Maltinex	Backa Palanka	Serbie	I.G.	100.00
Slavuta Malting Plant	Slavuta	Ukraine	I.G.	96.61

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

Covid-19 : L'activité de la malterie de Litovel en République Tchèque, d'une capacité de 12.000 tonnes, a été interrompue à compter du lundi 16 mars 2020, en raison de la mise en quarantaine de la ville, consécutive à la pandémie.

Par ailleurs, le Groupe MFB s'attend à une baisse de la production de ses malteries dans les prochaines semaines, en raison de la baisse probable de la consommation de bière. Les conséquences sur le résultat de l'exercice ne sont à ce jour pas quantifiables.

NOTE 3 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

La norme IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est applicable dès l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2019. Ce nouveau texte n'a pas d'incidence significative sur les comptes semestriels consolidés.

Le Groupe a fait évoluer la présentation de son compte de résultat en adoptant une présentation du résultat opérationnel courant par destination.

Le Groupe applique à compter du 1^{er} juillet 2019 la norme IFRS 16 – « Contrat de location ».

Les contrats de location conclus par le Groupe MFB concernent principalement des véhicules, un embranchement ferroviaire et du matériel divers. Ils ont une durée allant de 3 à 5 ans.

Le Groupe a pris en compte tous les contrats autres que ceux de courte durée - inférieure à 12 mois - ou portant sur des biens de faible valeur.

Le Groupe a fait le choix d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée selon laquelle les périodes comparatives ne sont pas retraitées.

Cette approche implique que le Groupe prenne en compte les charges de location restant dues au 1^{er} juillet 2019 et calcule la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré.

La dette au titre des loyers futurs comptabilisée au 1^{er} juillet 2019 a été actualisée sur la base d'un taux marginal d'emprunt compris entre 1,15% et 1,21%.

Par ailleurs, le Groupe a appliqué les simplifications suivantes offertes par la norme IFRS 16 en date de transition :

- Les contrats de location arrivant à leur terme entre le 1er Juillet 2019 et le 30 juin 2020 ont été considérés comme des contrats de location de courte durée et n'ont pas été capitalisés
- Les coûts directs initiaux ont été exclus de l'évaluation initiale du droit d'utilisation ;

La norme IFRS 16 a conduit à comptabiliser au bilan du Groupe une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation de ces contrats. Par conséquent, les changements de présentations suivants dans les comptes du Groupe ont été opérés :

- A l'actif : la constatation d'un droit d'utilisation des actifs loués
- Au passif : une dette locative, présentée distinctement entre dette locative long terme et dette locative court terme
- Au compte de résultat : la charge de loyer précédemment comptabilisée est désormais présentée en partie en dotations aux amortissements et en partie en charges financières.
- Dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers précédemment présenté au sein des Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles est désormais présenté en Flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette locative.

Les impacts de cette première application de la norme IFRS 16 sur le bilan consolidé du semestre se présentent comme suit :

Montant en K€	Droits en cours au 30/06/2019	Nouveaux droits d'utilisation	Autres variations	Clôture au 31/12/2019
Droits d'utilisation des actifs loués	90	20		110
Amortissements			(10)	(10)
Emprunts	(90)	(20)	10	(100)

BASE DE PREPARATION

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 23.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2019 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Les instruments dérivés de change souscrits auprès des banques sont gérés pour le compte de la société Malteries Franco-Belges par Soufflet Finances, société du Groupe J.Soufflet.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs non courants

a. Dépréciation des immobilisations

La production de malt est l'activité unique de la société Malteries Franco-Belges, qui constitue donc la seule UGT du Groupe.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

b. Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

c. Modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation

Le Groupe a retenu comme indices de pertes de valeur objectifs les éléments suivants :

- Performance économique significativement inférieure à celle prévue dans le plan moyen terme,
- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT à sa valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable résultant des engagements contractuels devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés Note 10,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail et figurent en engagements donnés, Note 22.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : le taux d'actualisation retenu de 0.70 % correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des démissions par tranche d'âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 2 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation et avec une échéance similaire.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans les achats consommés.

Accord de péréquation

Un accord de péréquation entre la société Malteries Franco-Belges (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (Malteries Soufflet et Société des Malteries d'Alsace) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Dans le cadre de cet accord, la société Malteries Soufflet gère la majeure partie de la relation commerciale avec les brasseurs et facture les ventes de malts aux clients finaux pour l'ensemble des 3 sociétés. De ce fait, la quasi-totalité des produits des activités ordinaires de Malteries Franco-Belges est assurée avec Malteries Soufflet.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou évènements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs nettes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute	636	636
Amortissements et dépréciations cumulés	(584)	(584)
Valeur nette au 01/07/2019	52	52
Acquisitions		
Cessions		
Dotations aux amortissements	(17)	(17)
Reprises d'amortissements		
Pertes de valeur		
Variations de périmètre		
Ecarts de conversion		
Autres	6	6
Valeur nette au 31/12/2019	41	41
Valeur brute	752	752
Amortissements et dépréciations cumulés	(611)	(611)

NOTE 5 – Droits d'utilisation des actifs loués

La variation nette des droits d'utilisation des actifs loués se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Total
Valeur brute	
Amortissements et dépréciations cumulés	
Valeur nette au 01/07/2019	0
Première application IFRS 16	90
Acquisitions	20
Cessions	
Dotations aux amortissements	(10)
Reprises d'amortissements	
Pertes de valeur	
Variations de périmètre	
Ecarts de conversion	
Autres	
Valeur nette au 31/12/2019	100
Valeur brute	110
Amortissements et dépréciations cumulés	(10)

NOTE 6 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles en valeurs nettes se décompose comme suit :

(en K€uros)	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur brute	1 058	37 078	52 118	179	13 176	103 609
Amortissements et dépréciations cumulés		(24 912)	(34 567)	(169)		(59 648)
Valeur nette au 01/07/2019	1 058	12 166	17 551	10	13 176	43 961
Acquisitions					911	911
Cessions	(247)		(13)			(260)
Dotations aux amortissements		(461)	(964)	(6)		(1 431)
Reprises d'amortissements						
Pertes de valeur						
Variations de périmètre						
Ecart de conversion						
Autres		254	1 457	43	(1 761)	(7)
Valeur nette au 31/12/2019	811	11 959	18 031	47	12 326	43 174
Valeur brute	811	37 311	53 536	223	12 326	104 207
Amortissements et dépréciations cumulés		(25 352)	(35 506)	(176)		(61 033)

NOTE 7 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2019 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

(en K€uros)	
Entreprises associées au 1er juillet 2019	173 892
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	7 618
Dividendes distribués à MFB	(21 454)
Ecart de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	1 126
Entreprises associées au 31 décembre 2019	161 182

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2019 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

(en K€uros)

Actif	
Total immobilisations	144 203
Autres actifs non courants	207
Actif courants	302 141
Total	446 551

Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 15 966 K€)	337 228
Participations ne donnant pas le contrôle	8 389
Emprunts et dettes assimilées non courants	0
Autres passifs non courants	14 594
Passifs courants	86 340
Total	446 551

Pour MFB la quote-part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

	337 228 K€ x	47,71 %	=	160 902 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :				280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :				161 182 K€

NOTE 8 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants se décompose comme suit :

(en K€uros)	Titres de participation	Titres immobilisés	Dépôts et cautionnements versés	Autres immobilisations financières	Total
Valeur brute	544		91	46	681
Amortissements et dépréciations cumulés			(91)		(91)
Valeur nette au 01/07/2019	544			46	590
Acquisitions				16	16
Cessions					
Dotations aux provisions					
Reprises de provisions					
Pertes de valeur					
Variations de périmètre					
Ecart de conversion					
Autres					
Valeur nette au 31/12/2019	544			62	606
Valeur brute	544		91	61	697
Amortissements et dépréciations cumulés			(91)		(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

<i>(en K€uros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
SECOBRA RECHERCHES Centre de Bois Henry 78580 Maule	544		544	10,33%	31 380	2 795	30/06/2019
TOTAL	544		544				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dépôts et cautionnements versés	91	91	

NOTE 9 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2019	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	Ecart de conversion	31/12/2019
Emprunts et dettes financières non courants						
TOTAL						
Emprunts courants et concours bancaires						
Intérêts courus non échus - passif						
Instrument de trésorerie - passif	25	-			(9)	16
TOTAL	25	-			(9)	16

L'endettement financier net est :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2019	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	Autres	31/12/2019
Trésorerie Brute	28	73				101
Valeurs mobilières de placement						
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	7	10 012				10 019
Solde débiteurs et concours bancaires courants						
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	35	10 086				10 121
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(4 642)	4 644				2
Dettes financières courantes						
Dettes financières non courantes						
Intérêts courus sur emprunts						
Total des dettes financières	(4 642)	4 644				2
DETTE NETTE	(4 607)	14 730				10 123

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 10 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2019	Dot.	Rep. résult. Prov. utilisées	Comptab. directement en capitaux propres	31/12/2019
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 131	31	(78)	43	1 127
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an	10	11	(10)		11
Provisions pour restructurations < 1 an	3		(3)		
Provisions (Part à -1 an)	13	11	(13)		11
Total provisions	1 144	42	(91)	43	1 138

NOTE 11 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

<i>(impôts différés en K€uros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Passifs (Actifs) d'impôts différés	5 799	5 189	4 444
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES	5 799	5 189	4 444

NOTE 12 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

<i>(en K€uros)</i>	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2019 (1er semestre 2019/2020)					
Chiffres d'affaires	44 411	207	9	1 080	45 707
Actifs sectoriels	238 906				238 906
Résultat opérationnel	3 142				3 142
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	911				911
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	7 618				7 618
31/12/2018 (1er semestre 2018/2019)					
Chiffres d'affaires	40 509	376	2	948	41 835
Actifs sectoriels	224 845				224 845
Résultat opérationnel	2 566				2 566
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 119				1 119
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	6 334				6 334
30/06/2019					
Chiffres d'affaires	92 908	847	22	1 878	95 655
Actifs sectoriels	242 148				242 148
Résultat opérationnel	6 839				6 839
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 343				6 343
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	14 551				14 551

La réconciliation entre la ligne « Vente » du compte de résultat et le « Chiffre d'affaires » se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Ventes	45 259	41 626	91 797
Chiffre d'affaires compris dans les coûts logistique et distribution	165	142	408
Chiffre d'affaires compris dans le coût de production	280	64	3 445
Chiffre d'affaires compris dans les coûts administratifs et support à la production	3	3	5
MONTANT NET DU CA	45 707	41 835	95 655

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels

Les postes des autres produits et charges opérationnels se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Assurance, Pertes & Provisions clients	(4)	(4)	(7)
Autres		77	85
TOTAL	(4)	73	78

NOTE 14 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Autres	53		(13)
Dotations et reprises aux provisions			
Dotations et reprises except. sur immobilisations	0		(33)
TOTAL	53	0	(46)

NOTE 15 – Amortissements et dépréciations

Le Résultat opérationnel courant comprend des amortissements et des dépréciations se décomposant comme suit :

(en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(17)	(18)	(35)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 431)	(1 391)	(2 780)
TOTAL	(1 448)	(1 409)	(2 815)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2019/2020.

NOTE 16 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2019 au 31/12/2019, qui s'élève à 1 366 K€ se répartit comme suit :

(en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Impôts différés	(1 366)	(843)	(97)
Impôts sur les bénéfices	0		(1 864)
TOTAL	(1 366)	(843)	(1 961)

(*) La méthode du TEI (Taux Effectif d'Impôt) a été appliquée sur le résultat social des semestres clôturant au 31/12/2018 et au 31/12/2019. La charge d'impôt ainsi calculée est présentée sur la ligne « Impôts différés ».

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2019 est de 31 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 % et la société a été redevable de la contribution sociale qui représente 3,3 % de l'IS dû.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	9 429
Charge d'impôt comptabilisé	(1 366)
Résultat avant impôt	10 796
Taux d'impôt normal %	31,00%
Charge d'impôt théorique	(3 347)
Effet taux effectif d'impôt	(381)
Incidences des distorsions social/fiscal	(381)
Impact lié aux stés mises en équivalence	2 362
Incidence de situations fiscales particulières	2 362
Charge d'impôt réelle	(1 366)

NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019.

(en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Ventes	186 456	185 030	395 585
Coût des ventes	(127 310)	(125 176)	(262 856)
Coûts logistique & distribution	(10 005)	(12 264)	(23 836)
Coût de production	(22 302)	(24 672)	(56 645)
Services et assimilés	26	32	54
Provisions sur stocks produits finis et en-cours	96	21	11
Coûts administratifs et support à la production	(3 898)	(3 183)	(6 905)
Autres charges et produits opérationnels	(271)	(196)	(193)
Résultat opérationnel courant	22 792	19 592	45 215
Autres produits et charges opérationnels non courants	(156)	(63)	(225)
Résultat opérationnel	22 636	19 529	44 990
Résultat des équivalents de trésorerie	47		98
Coût de l'endettement financier brut	(2 735)	(3 671)	(6 620)
Coût de l'endettement financier net	(2 689)	(3 671)	(6 522)
Autres produits et charges financiers	636	1 739	1 490
Résultat avant impôt	20 584	17 597	39 958
Charge d'impôt	(4 054)	(3 832)	(8 444)
Résultat après impôt	16 530	13 765	31 514
Part du Groupe	15 966	13 275	30 497
Part des participations ne donnant pas le contrôle	564	490	1 017

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

15 966 K€ x 47,71 % 7 618 K€

NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Impact de la réévaluation des dettes fournisseurs			
Impact de la réévaluation des créances clients			
Total	0	0	0

NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement

<i>(en KEuros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Stocks	432	287	(1 290)
Clients et débiteurs divers (*)	310	165	(1 897)
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(4 377)	(3 891)	1 974
Contrat de péréquation (cf Note 3)	(222)	1 159	(174)
TOTAL	(3 857)	(2 280)	(1 387)

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf. Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de -0,2 M€ au 31/12/2019 contre +1,2 M€ au 31/12/2018.

NOTE 20 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

<i>(en KEuros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Produits opérationnels	40 299	37 722	82 817
Charges opérationnelles	(17 433)	(12 845)	(30 109)
Autres produits financiers	1		1
Autres charges financières	(86)	(102)	(295)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

<i>(en KEuros)</i>	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Comptes courants - Actif	10 019	6	7
Clients et autres débiteurs	2 514	1 622	3 325
Comptes courants - Passif		(7 513)	(4 644)
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 429)	(752)	(2 679)

NOTE 21 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 22 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés et reçus

Engagements donnés (en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018	30/06/2019
Engagements de médailles du travail	12	10	11

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 3 648 K€ au 31/12/2019. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 23 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat de vente de malt (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Ces emprunts n'étant pas documentés en couverture, ils peuvent générer des résultats de change importants.

Conformément à ses principes comptables (cf. Note 3), le Groupe comptabilise la juste valeur de ses instruments financiers en résultat financier.

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration.

NOTE 24 – Effectifs moyens

Les effectifs moyens employés sur la période par le Groupe se sont élevés à 104 personnes.

Par catégorie, la répartition est la suivante :

	Cadres	Techniciens et Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
MALTERIES FRANCO-BELGES	9	14	4	77	104
TOTAL	9	14	4	77	104

NOTE 25 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 40 K€ au titre du contrôle légal des comptes (dont 22 K€ pour KPMG et 18 K€ pour Mazars).

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société anonyme au capital de 15 123 000 €

Siège social : Quai du Général Sarrail - 10 400 Nogent sur Seine

RCS : TROYES 552 121 816

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019

KPMG Audit – Département de KPMG SA

TOUR EQHO - 2, AVENUE GAMBETTA – 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 55 68 68 68 – FAX : +33 (0) 1 55 68 73 00

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 5 497 100 EUROS – RCS 775 726 417

MAZARS

61, RUE HENRI REGNAULT – 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges, relatifs à la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et ont été arrêtés par ce dernier le 19 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux comptes

K P M G A U D I T

Arnaud RINN

M A Z A R S

Isabelle SAPET